ET SI NOUS ARRÊTIONS VRAIMENT?

Monsieur Sébastien LECORNU
Premier ministre
Hôtel Matignon
57, rue de Varenne
75007 PARIS

À Paris, le 9 novembre 2026

Monsieur le Premier ministre,

L'Uniopss réunit les acteurs privés non lucratifs des secteurs social, médico-social et de la santé qui mènent au quotidien des actions indispensables à nos concitoyens en situation de vulnérabilité liée à l'âge, au handicap, à leur situation sociale, mais aussi dans les champs de la protection de l'enfance et de la petite enfance, de la santé et de la prévention, des actions socio-judiciaires ou développant le lien social.

Je vous écris aujourd'hui au nom des plus de quatre-vingt-dix associations et fédérations nationales (cf. annexe) et des milliers de structures locales des différents champs des solidarités et de la santé qui se sont mobilisées - professionnels, bénévoles et personnes accompagnées - toute la semaine du 12 au 17 octobre avec le slogan « *Et si nous arrêtions vraiment ?* ». Il s'agissait de ne pas laisser passer sous silence les conséquences d'une érosion progressive et constante des moyens de nos structures non lucratives qui mettent en œuvre les politiques publiques pour le compte de l'État et des départements, avec pour conséquence leur affaiblissement qui se généralise au point que certaines disparaissent.

En effet, depuis plusieurs années maintenant, les financements publics consacrés aux solidarités et à la santé ne correspondent plus aux besoins sociaux, médico-sociaux et sanitaires que nous constatons en tant qu'acteurs de terrain, pour beaucoup gestionnaires d'établissements et de services à domicile. Des charges nouvelles nous sont imposées sans qu'elles soient prises en compte dans nos financements. Le manque de reconnaissance des professionnels questionne le sens de leur travail et crée une pénurie des métiers de l'humain.

Cette situation fragilise directement nos structures, comme je vous l'écrivais déjà le 19 juin dernier. Ainsi, certaines sont contraintes de réduire, voire d'arrêter une partie de leurs activités et leurs accompagnements, faute de moyens. Des emplois sont supprimés et des associations ferment. Et lorsqu'une association disparaît, ce sont aussi des lieux de vie, des services et des accompagnements qui disparaissent, laissant des personnes sans solution adaptée à leurs besoins, mais aussi des territoires fragilisés car sans réponse à la hauteur et la diversité des situations.

Malgré ces contraintes, les associations s'adaptent, innovent et recherchent des solutions pour continuer à répondre à nos missions. Mais cette résilience a créé un paradoxe : parce que les

associations continuent malgré tout de tenir autant que possible, les conséquences de leur fragilisation restent trop souvent invisibles.

Le secteur non lucratif des solidarités et de la santé, qui représente 2 points de la richesse produite en France et emploie plus de 1,2 million de professionnels, gère notamment 85 % des structures accueillant des personnes handicapées, près de 80 % des établissements en protection de l'enfance, près d'un tiers des Ehpad et près des deux tiers des services de soins infirmiers à domicile.

Notre alerte est le résultat de situations d'impasses financières : en 2025, une association employeuse sur deux a ainsi déclaré avoir perdu des financements ; près d'un quart des établissements médico-sociaux ont moins de 45 jours de trésorerie et 10 %, moins de 6 jours ; 60 % des associations des solidarités constatent, par ailleurs, une hausse du turnover de leurs équipes. Derrière ces chiffres, issus de plusieurs études, c'est la continuité des accompagnements des personnes vulnérables qui est en jeu.

Si nous sommes conscients de la situation budgétaire de notre pays, nous savons aussi le rôle que jouent les solidarités comme réponses aux besoins quotidien de millions de nos concitoyens et de leurs proches, et ainsi comme ciment du pacte républicain. Il est donc urgent de proposer un modèle qui nous permettent de demeurer, en tant qu'acteurs privés non lucratifs, les acteurs essentiels de leur mises en œuvre.

Notre mobilisation est inédite, car rassemblant des dirigeants associatifs, des professionnels et des personnes accompagnées dans de nombreux établissements, et des manifestations dans de nombreuses villes, a été largement documentée dans de nombreux médias et sur les réseaux sociaux. Elle traduit une attente forte d'obtenir des réponses, notamment en cette période d'examen des projets de loi budgétaires.

C'est la raison pour laquelle je vous sollicite pour un entretien conjoint avec plusieurs des acteurs mobilisés afin de vous exposer des exemples concrets des réalités que nous avons exprimées et envisager les moyens qui pourraient être mis en œuvre, notamment pour garantir aux associations les moyens d'agir en fonctions des missions confiées, avoir l'assurance de ne plus subir de décisions budgétaires sans en examiner les conséquences et reconnaître la valeur du travail des professionnels.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce courrier et dans l'attente de pouvoir échanger avec vous sur les suites à y donner, je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de mes salutations les meilleures.



Daniel Goldberg
Président de l'Uniopss

Uniopss – 15 rue Albert CS 21306 - 75214 PARIS cedex 13
Tél : 01 53 36 35 00 – contact@uniopss.asso.fr – https://www.uniopss.asso.fr/

ET SI NOUS ARRÊTIONS VRAIMENT?

Liste des associations nationales mobilisées :

ACEPP
Action contre la faim
Adédom
ADMR
AD-PA
ADSF (Agir pour la santé des femmes)
AIDES
AIRe
ANECAMSP
APF France handicap
Association Addictions France
Association Aurore
Association DALO
ATD Quart Monde
Association L'essor
CASP (Centre d'Action Sociale Protestant)
CFDT Santé-Sociaux
CFHE (Conseil français des personnes handicapées pour les affaires européennes et internationales)
Cités Caritas
Citoyens & Justice
CNRMS
Coallia
Cohabilis
Collectif ALERTE
Collectif Handicaps
Coorace
Emmaüs France
Emmaüs Solidarité
Espoir-CFDJ
ESS France
FAPIL
FAS (Fédération des acteurs de la solidarité)
Fédération Addiction
Fédération de l'entraide protestante
Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France
Fédération des Maisons d'accueil hospitalières
Fédération Française des Banques Alimentaires
Fédération Française Sésame Autisme



Fédération générale des PEP
Fédération nationale des Associations pour la petite enfance
Fédération nationale des Centres de santé (FNCS)
Fédération Nationale des Centres Parentaux (FNCP)
Fédération nationale des Écoles des parents et des éducateurs
Fédération nationale Solidarité Femmes
Fédération Paralysie Cérébrale France
Fédération Promotion Santé
Fédération Santé et Habitat
FISAF
FNAAFP/CSF, fédération d'aide à domicile associative et solidaire
FNADEPA
FNAPAEF
Fondation Anaïs
Fondation Armée du Salut
Fondation COS Alexandre Glasberg
Fondation des Apprentis d'Auteuil
Fondation la Vie au grand air
Fondation Les Diaconesses de Reuilly
Fondation pour le Logement des Défavorisés
Fonds social juif unifié (FSJU)
France Terre d'Asile
GIHP National – Synergihp
GNDA
GR31
La Cimade
La Cloche
La Mutualité Française
LADAPT
L'Arche en France
Le Mouvement associatif
Ligue de l'enseignement
Médecins du Monde
Mission Populaire Évangélique de France
Moissons Nouvelles
Œuvre de secours aux enfants (OSE)
Petits Frères des Pauvres
Secours Catholique
Sidaction



Solidarités Nouvelles pour le Logement
SOLIHA
UDES
UNA
Unafo
Unaforis
Unapei
Unassi
Unccas
UNCLLAJ
UNHAJ
Uniopss
Vacances et familles
Vacances ouvertes

Uniopss – 15 rue Albert CS 21306 - 75214 PARIS cedex 13
Tél : 01 53 36 35 00 – contact@uniopss.asso.fr – https://www.uniopss.asso.fr/